

Communiqué de Presse

BOYCOTT DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 11 FEVRIER 2004

Martin MALVY : « un coup d'épée dans l'eau »

« Les groupes UMP et UDF ont décidé de boycotter la 44^e et dernière Commission permanente du Conseil régional avant les élections, qui devait se tenir aujourd'hui, au prétexte du retard avec lequel les rapports ont été transmis.

400 rapports étaient inscrits à l'ordre du jour. Ils ont tous été examinés en commissions et tous ont été approuvés. Ils ont simplement été expédiés le 5 février alors qu'ils auraient dû l'être, le 3 pour respecter intégralement les délais. Parmi ces dossiers, figurait notamment un programme d'aide à l'investissement en faveur des établissements d'hôtellerie lourdaise qui avait reçu, lors de sa présentation, un très bon accueil de la part des professionnels et du maire de Lourdes. On ne peut que s'étonner que le président du groupe UMP, élu lourdaise, ait prêté la main à cette manipulation.

Mauvaise querelle et coup d'épée dans l'eau.

Comme le veut le règlement, j'ai immédiatement convoqué à nouveau la Commission permanente, pour ce samedi 15 heures.

Cette manœuvre politicienne, à moins de deux mois des élections régionales, est d'autant plus mesquine que certains élus de droite avaient par contre trouvé le temps, à la lecture précisément de ces rapports, d'écrire avant leur adoption, à leur bénéficiaires pour leur annoncer que la Commission permanente –dont ils ont simplement provoqué le décalage de trois jours – avait répondu favorablement à leur demande. »

Martin MALVY, président du Conseil régional Midi-Pyrénées